



Conjoncture et croissance

(Pouvoir d'achat:) la productivité et les salaires réels augmentent

27.09.2023

D'un coup d'oeil

Depuis l'an 2000, la quote-part salariale est passée de 54% en 2000 à 58%. Dans le même intervalle, la part des excédents d'exploitation des entreprises ont reculé de 20% à 16%. Les travailleurs ont donc reçu une plus grande part de la valeur totale créée. La hausse des salaires réels montre également que la situation des travailleurs s'est améliorée ces dernières années. Autrement dit, les gains de productivité sont largement répercutés sur les travailleurs.

Deux facteurs sont déterminants pour le pouvoir d'achat, à savoir le niveau des salaires et le niveau des prix. Prenons l'exemple de l'année 2022: les salaires ont augmenté de 0,9% en termes nominaux, mais cette hausse a été plus qu'absorbée par l'inflation. Cela signifie que, malgré un salaire plus élevé, on pouvait s'offrir moins de choses. L'évolution du niveau des prix se mesure avec l'indice national des prix à la consommation (IPC). Celui-ci se fonde sur un panier-type, qui comprend les principaux biens et services consommés par un ménage moyen. Une inflation de 2,8% signifie que le panier-type a renchéri d'autant.

À MOYEN TERME, LES SALAIRES RÉELS ET LA PRODUCTIVITÉ AUGMENTENT EN SUISSE

Si, au lieu de prendre un instantané, on considère les salaires réels sur une plus longue période, l'image est la suivante: depuis 2000, l'indice des salaires réels a progressé de 13%. La productivité du travail, mesurée au PIB par salarié, a enregistré la même progression. Ce n'est toutefois pas le meilleur étalon pour mesurer la productivité. En effet, lorsque le travail à temps partiel se développe, le PIB par salarié sous-estime l'évolution de la productivité, car il ne tient pas compte du temps de travail effectif. Il est donc plus judicieux d'utiliser le PIB par heure travaillée pour mesurer la productivité. Ainsi mesurée, la productivité du travail a même progressé de 26% depuis 2000, soit plus que les salaires réels. Les travailleurs ne seraient-ils donc que partiellement récompensés pour les gains de productivité?

Non, deux arguments contredisent cette thèse: le temps de travail et la part du salaire au PIB. En l'an 2000, un travailleur à temps plein a travaillé 1976 heures en moyenne (heures supplémentaires et absences comprises). Entre-temps, le temps de travail effectif a diminué. En 2022, les travailleurs à temps plein ont travaillé 1825 heures, ce qui représente une baisse de 8%, ou 151 heures. Or cette baisse du temps de travail n'est pas suffisamment prise en compte dans l'indice des salaires réels. Si nous travaillions autant qu'en l'an 2000, les salaires réels auraient augmenté de pas moins de 21%. Les travailleurs ont donc reçu une partie des gains de productivité sous forme de temps libre supplémentaire.

```
!function(){  
  "use  
  strict";  
  window.addEventListener("message",function(a){if(void  
  0!==a.data["datawrapper-height"]){var
```

```
e=document.querySelectorAll("iframe");for(var t in  
a.data["datawrapper-height"])for(var r=0;r
```

Le deuxième élément indiquant que les travailleurs sont récompensés pour l'augmentation de la productivité du travail se trouve dans la part de la rémunération des travailleurs rapportée au PIB (également appelée quote-part salariale). Le PIB se subdivise en plusieurs types de revenus. Ici, ce sont la rémunération des salariés et les excédents d'exploitation des entreprises qui sont pertinents. Si les entreprises ne répercutaient pas les gains de productivité, la part des excédents d'exploitation au PIB augmenterait au détriment de la quote-part salariale. Dans les faits, on observe l'évolution inverse depuis l'an 2000. La quote-part salariale est passée de 54% à 58%. La proportion des excédents d'exploitation a quant à elle reculé, de 20% à 16%.

Conclusion, les gains de productivité sont largement répercutés sur les travailleurs. Ces dernières années, ceux-ci ont reçu une part supérieure, et non inférieure, de la valeur créée par l'ensemble de l'économie. En parallèle, il convient de noter que les travailleurs ont en partie renoncé à du salaire pour consommer davantage de temps libre.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction



Guido Saurer

Responsable suppléant du département Politique économique et formation



Corine Fiechter

Responsable de projets Politique économique et formation